

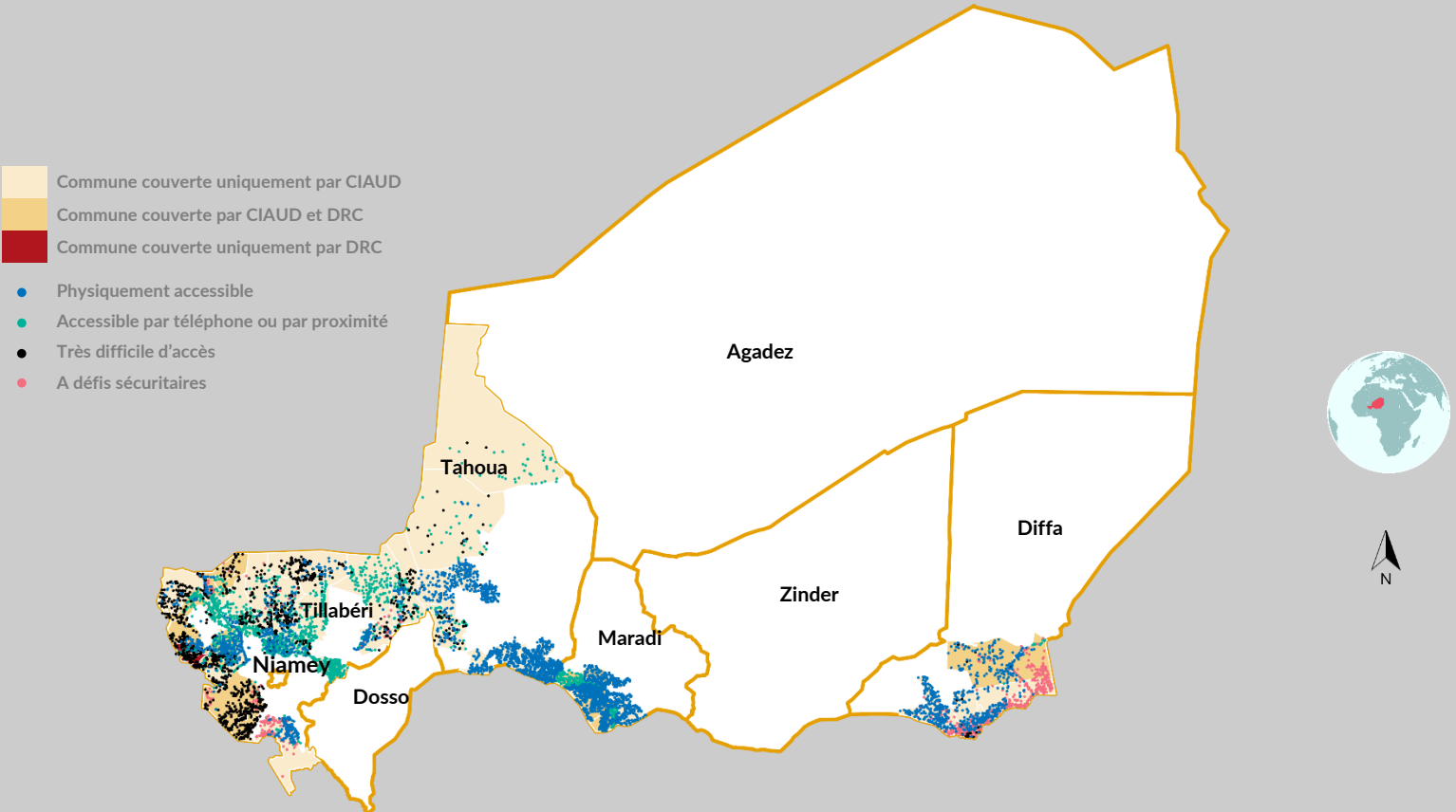
BULLETIN MENSUEL D'ANALYSE

NIGER

RÉGIONS : DIFFA, MARADI, TAHOUA ET TILLABERI

PÉRIODE : AOÛT 2023

ZONES DE COUVERTURE DE COLLECTE DE DONNÉES



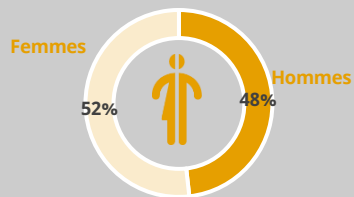
CHIFFRES CLÉS

666 Entretiens au total

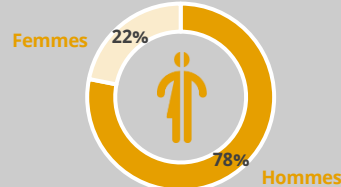
423 Ménages

243 Informateurs Clés

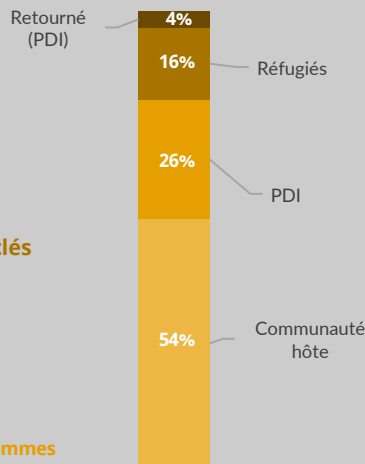
Ménages



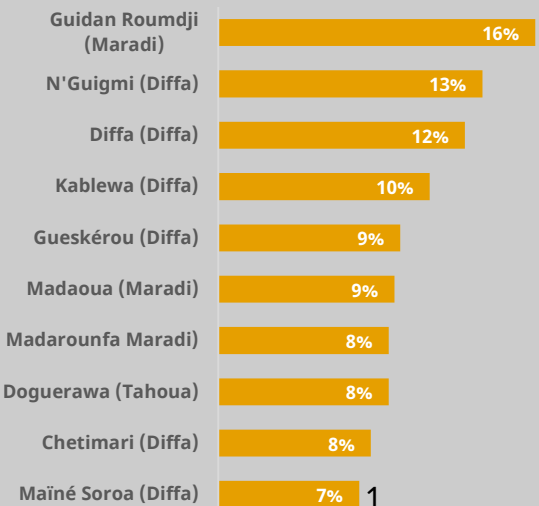
Informateurs clés



Statut par répondants



Nombre de répondants par commune (Top 10)



Financé par FCDO (Foreign, Commonwealth & Development Office), co-piloté par HCR et DRC au niveau régional et au niveau pays (Niger-Mali-Burkina Faso-Tchad), le projet de monitoring régional de protection (P21) est un outil inter-agences complémentaire aux autres outils de collecte de données du **monitoring de protection dans les zones affectées par la crise sécuritaire et humanitaire au Niger (collecte d'incident, référencement, sensibilisation, mouvement de population)** et permet de produire des analyses de protection basées sur des données probantes de perception collectées dans quatre régions du Niger (Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri). Les analyses contribuent à la compréhension de l'environnement de protection au Niger et de :

- **Soutenir les acteurs de protection à faire une programmation basée sur des données probantes ;**
- **Contribuer à une meilleure coordination opérationnelle et transfrontalière ;**
- **Contribuer à l'effort de mobilisation de ressources ;**
- **Favoriser un plaidoyer commun pour une meilleure sensibilisation au niveau régional et global sur la crise de déplacement forcé.**



SITUATION SAILLANTE DE PROTECTION

Le mois d'août s'est distingué une fois de plus par la persistance de tensions intercommunautaires qui prennent des allures d'un face à face d'une violence inédite entre groupes de populations dans la région de Tillabéri. En effet, plus 30 personnes civiles ont perdu la vie dans les attaques et représailles intercommunautaires au mois d'août 2023, dans les départements de Tera, Bankilare, Ayerou (région de Tillabéri).

Les risques de représailles et la peur/psychose nées de ces affrontements ont provoqué des vagues de déplacements massifs de populations au cours de cette période. Plus 5 000 ménages d'au moins 23 000 personnes ont effectué des mouvements internes dans les communes de Bankilare, Ayerou, Dessa, Sakoirra.

Les résultats des entretiens individuels effectués au sein des communautés révèlent que face à cette situation plusieurs communautés entendent de s'organiser en groupes de vigilances (auto-défense), pour se défendre et cela n'est pas sans risques pour la cohabitation/coexistence pacifique entre groupes de populations.

Les circonstances ci-dessus décrites s'inscrivent dans le contexte de crise sociopolitique en cours au Niger depuis le coup d'état du 26 juillet 2023 qui impacte considérablement la sécurité et le bien-être des populations dans les zones d'accueil des déplacés forcés. La recrudescence observée des activités des groupes et bandes armés non étatiques ne faiblit pas et impacte négativement l'environnement de protection.



I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION

Les développements multiformes en cours au Niger, impliquant la crise sociopolitique née du coup d'état du 26 juillet 2023, ont changé l'équilibre sécuritaire et favorisé une forte recrudescence des exactions des groupes armés contre les civils. Cette situation a fortement influencé l'environnement de protection et affecté les communautés au mois d'août 2023.

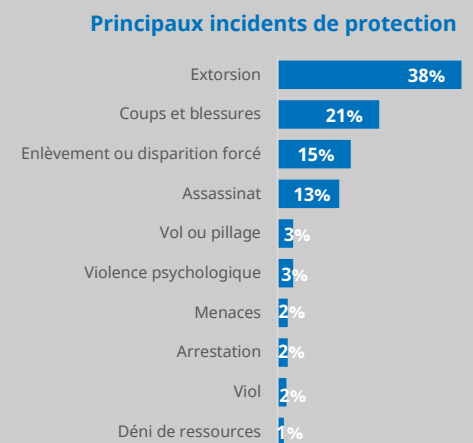
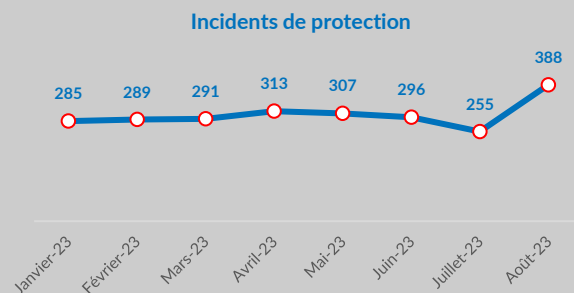
Au cours des entretiens individuels, les informateurs clés estiment que jamais autant de menaces multiformes n'ont pesé sur la sécurité et le bien-être des populations depuis le début de la crise sécuritaire et humanitaire dans leurs zones respectives.

49% des personnes interviewées au cours de cette période affirment avoir eu connaissance d'incidents de protection perpétrés au sein de leur communauté au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, contre 41% au mois de juillet 2023. 388 incidents de protection ont été rapportés par les sources du monitoring au mois d'août, contre 255 incidents au mois de juillet soit une hausse 34%. Entre autres typologies rapportées : 38% extorsion, 21% coups et blessures, 15% enlèvements de personnes, 13% assassinats etc.

Il ressort également des entretiens avec les ménages que la hausse observée au mois d'août de certaines typologies d'incidents notamment les tueries, les enlèvements de personnes, les agressions physiques crée une vraie psychose au sein des ménages. Cela, du fait que la plupart des victimes sont des chefs de familles et personnes influentes qui laissent derrière elles des orphelins et veuves/veufs ou un vide social.

155 personnes ont été victimes de ces typologies d'incidents dont 47 personnes tuées, 55 personnes enlevées et 55 personnes victimes d'agressions physiques/coups/blessures. Les informateurs clés estiment lors des entretiens qu'au moins 92% des personnes enlevées sont victimes de tueries et seuls 8% ont de chances d'échapper aux ravisseurs ou d'être libérées contre paiement de rançons et après avoir subi des tortures ou des maltraitements de la part des ravisseurs.

La crise sociopolitique en cours au Niger n'est pas étrangère à cette dégradation brusque de l'environnement de protection. Selon les dires des communautés au cours des entretiens individuels et ménages **des changements sont observés, notamment une augmentation des attaques des**



GANE contre les positions militaires avancées qui sont considérées par les populations comme des garanties de sécurité, le poids considérable des sanctions ainsi que leurs conséquences du point de vue protection, les incertitudes et rumeurs/informations de toutes natures distillées çà et là.

Les résultats des entretiens avec les communautés (informateurs/ménages), au mois d'août ont révélé que l'ascendance observée des exactions contre les civils est due en partie à la crise sociopolitique en cours qui aurait provoqué le changement du dispositif habituel de sécurisation des zones, entraînant ainsi une hausse alarmante des incursions et attaques perpétrées par les GANE contre les civils.

Les communautés évoquent également les facteurs climatiques impliquant des pluies torrentielles qui continuent de provoquer des inondations faisant des pertes en vies humaines, des pertes de biens matériels et des effondrements d'abris. A cela s'ajoutent les difficultés d'accès aux moyens de subsistance dues à la période de soudure qui seraient surtout amplifiées par les difficultés d'accès à l'assistance humanitaire, les effets des sanctions économiques en cours, y compris la fermeture des frontières.

Il ressort également des entretiens que ces facteurs conjoncturels ont accru la pression au sein des communautés, affectant sévèrement la cohésion sociale et installant la peur chez les populations sur l'évolution future de la crise sécuritaire et l'impact sur la fourniture de l'aide humanitaire dans leurs zones.

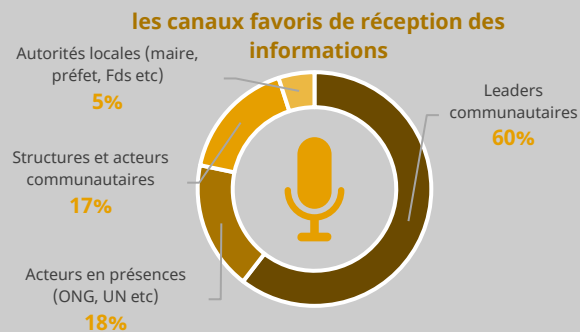


II. ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Face aux incertitudes liées au contexte socio politique, l'engagement communautaire est ressorti comme une préoccupation majeure de protection en particulier sur ses aspects liés à la communication entre les acteurs humanitaires et les communautés, la disponibilité de l'assistance humanitaire et le fonctionnement des mécanismes communautaires de protection.

41% des personnes interviewées au mois d'août affirment avoir rencontré des difficultés de communication avec les organisations humanitaires qui interviennent au sein de leurs communautés. Les raisons évoquées lors des entretiens sont entre autres la suspension d'activités de certaines organisations, l'indisponibilité de certains canaux de communication habituels mis en place par les organisations (points focaux, lignes téléphoniques, boîtes à plaintes etc).

Face à la psychose générée par la crise, aux rumeurs/au déficit d'information sur la continuité des assistances humanitaires, qui se creusent, 77% des personnes interviewées souhaitent être informées par les leaders et structures communautaires, 18% par les acteurs ayant une présence (ONG, UN etc). Il faut noter que seul 5% souhaitent être informés par les autorités locales (maires, préfets, fds), contre une moyenne de 18% observée au cours des mois précédents. Lors des entretiens, les informateurs clés évoquent les bouleversements sociopolitiques en cours qui pourraient expliquer la baisse de cet indicateur en lien avec le remplacement de certaines anciennes autorités locales par de nouvelles autorités avec lesquelles peu de/aucun contact n'est encore établi.



Dans ce contexte 85% des personnes enquêtées expriment leur souhait d'être impliquées ou consultées dans les activités d'évaluation des besoins, de re/programmation et d'assistances humanitaires, de discussions de groupes prévues et/ou en cours de réalisation dans leurs communautés. Les enquêtés attendent davantage des informations sur les modalités d'accès aux services disponibles, les mécanismes de réponses et les activités de sensibilisation/prévention.

Il ressort des résultats des entretiens avec les informateurs clés que les mécanismes communautaires de prévention et de protection sont de moins en moins opérationnels du fait des facteurs sécuritaires qui font peser des menaces sur les leaders et personnes influentes, membres impliqués dans ces mécanismes (comités de protection, de gestion de conflits, espaces de dialogues etc.). La situation est particulièrement inquiétante dans certaines communes des régions de Tillabéri et Diffa qui ont connu des mouvements massifs de populations au cours des deux derniers mois.



III. DYNAMIQUE DES MOUVEMENTS DE POPULATION

La dégradation des conditions sécuritaires et humanitaires des populations observées depuis le 26 juillet 2023 est préoccupante. 33% des personnes enquêtées en août affirment avoir effectué un mouvement interne au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Les types de mouvements effectués sont primaires, retours, et pendulaires. En l'occurrence, les tensions intercommunautaires et les exactions des groupes armés non étatiques enregistrées au mois d'août dans la région de Tillabéri ont provoqué des vagues de déplacements de populations.

La dynamique observée des mouvements de populations tourne autour de quatre typologies, notamment les mouvements primaires 36%, secondaires 20%, retours dans les zones d'origines 16% et pendulaires entre sites d'accueil et les zones d'origine et/ou entre sites d'accueil 20%.

Selon les données des rapports d'évaluations et du monitoring de protection, au moins 23 000 personnes ont effectué des mouvements primaires dans les communes de Bankilare, Ayerou, Dessa, Sakoira (région de Tillabéri), au mois d'août 2023. Ces mouvements

Typologies de mouvements observés



s'effectuent dans un contexte déjà difficile sur le plan humanitaire du fait de la période de soudure qui cumule la rupture des stocks de vivres, des péripéties de la saison hivernale (pertes des cultures, inondations, effondrement des abris etc) et la baisse de certaines activités d'assistance humanitaire au niveau des zones d'accueils de déplacés forcés (vivres, abris, kits NFI etc).

Les entretiens avec les informateurs clés ressortent que malgré les risques sécuritaires existant dans les zones d'origine fuies des PDI, des retours des personnes déplacées ont été enregistrés sur la même période au niveau des régions de Tillabéri et de Diffa. Ces retours sont pour la plupart pendulaires du fait de l'environnement sécuritaire volatile, du besoin de certaines populations de retourner prendre soin de leurs champs en cas d'accalmie et motivés par la recherche de moyens de subsistance des ménages.

Il ressort également que les zones de retour ne disposent pas/peu de services sociaux (santé, wash, éducation etc), opérationnels. Aussi, les personnes en mouvements pendulaires et/retours sont souvent soupçonnées d'être en complicité avec les GANE et cela accentue la méfiance des communautés hôtes vis-à-vis de ces populations.



IV. REPONSES DE PROTECTION

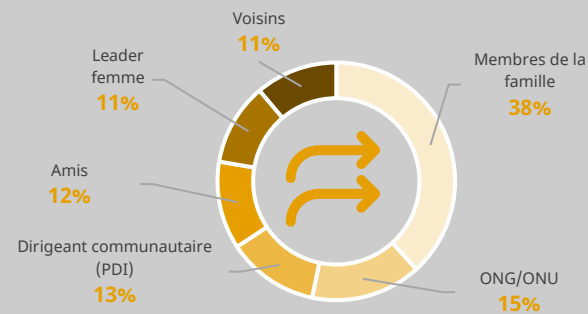
Le niveau de réalisation des indicateurs de protection reste faible. Seuls 11,2% des cibles initiaux des indicateurs sur les activités de sensibilisation sur la protection, l'appui psychosocial pour traumatisme et la facilitation à l'accès aux documents civils ont été atteints¹. 21% des personnes interviewées au mois d'août affirment que les populations n'ont pas accès aux services de protection (prise en charge des personnes à besoins spécifiques, appui psychosocial, appui au règlement de conflit etc).

Pour le mois d'août, le dispositif du monitoring de protection a identifié 3 111 personnes à besoins spécifiques au niveau des quatre régions d'intervention. 2 559 personnes ont bénéficié de référencement et d'assistance auprès des acteurs de protection. Les personnes à besoins spécifiques ont bénéficié des assistances en kits de NFI, kits dignité, consultations médicales, appui conseil psychosocial etc. Les catégories des besoins spécifiques identifiées sont entre autres la malnutrition, les femmes cheffes de ménages avec des difficultés de subsistance, les maladies sévères/chroniques etc.

Il ressort des données sur les assistances et soutiens de protection au sein des communautés que 85% des assistances/soutiens sont apportées par les membres de la famille, les leaders femmes/communautaires, voisins, amis et seuls 15% des assistances de protection sont apportées par les ONG/NU.

Il faut noter qu'après les mouvements massifs de populations enregistrés au mois d'août dans la région de Tillabéri, des évaluations rapides de protection ont été réalisées par les acteurs de protection mobilisés en général autour des structures étatiques. Ces évaluations ont permis de dresser les besoins des populations en matière de protection, abris, wash, protection de l'enfant, cohésion sociale etc et d'enclencher le processus de réponses.

Assistances et soutien de protection



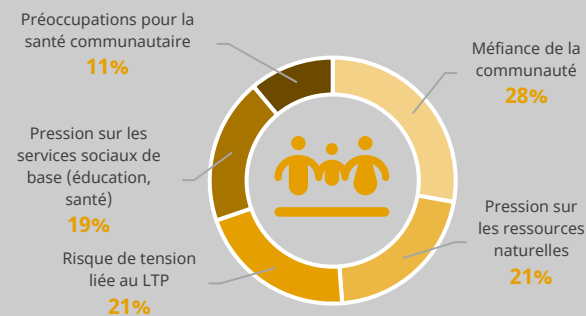
V. COHESION SOCIALE ET COHABITATION PACIFIQUE

La persistance et l'ampleur que prennent les tensions intercommunautaires dans la région de Tillabéri avec des pertes en vies humaines fragilisent la cohésion sociale et la cohabitation pacifique qui sont déjà mises à rude épreuve au fil du temps que dure la crise sécuritaire. 29% des personnes enquêtées au cours de cette période estiment que la relation entre les groupes de populations est fragile et dégradée contre 21% au mois de juillet. Les raisons évoquées sont entre autres la méfiance 28%, les pressions sur les ressources naturelles 21%, les risques de tensions liés aux logements 21%, les pressions sur les services sociaux 19% et les préoccupations pour la santé communautaire 11%.

La crispation actuelle du contexte sécuritaire, humanitaire et sociopolitique joue en défaveur de la cohésion sociale. Elle met davantage à mal les efforts et acquis du Projet Peace Building Fund (PBF), "dans la région de Tillabéri par exemple et accentue globalement les besoins et vulnérabilités des populations tout en affaiblissant considérablement leur résilience. 24% des personnes enquêtées affirment que les déplacés forcés sont de moins en moins intégrés dans leur communauté pour des raisons liées aux tensions foncières en cette saison hivernale et la peur des communautés hôtes d'une occupation prolongée des terres et espaces par les déplacés forcés.

La mixité des zones d'accueil avec les différents groupes de populations (PDI, réfugiés, populations hôtes etc) et les mouvements continus (internes et transfrontaliers) de personnes observées au cours des deux derniers mois augmentent les inquiétudes dans les zones d'accueil. 18% des personnes enquêtées expriment leurs inquiétudes sur la présence et l'arrivée des déplacés forcés (PDI, réfugiés). Aussi, les inquiétudes soulevées lors des entretiens

Principaux problèmes de cohésion sociale



avec les informateurs clés en lien avec des possibles apparitions de groupes de vigilance (auto-défense), pour contrecarrer les attaques et représailles entre les communautés en conflits dans la région de Tillabéri, restent entières et pourraient augmenter la pression sur les populations.



VI. PROTECTION DE L'ENFANT

L'environnement de protection de l'enfant continue de se détériorer à mesure que le contexte sécuritaire et humanitaire devient critique au sein des communautés. 69% des personnes enquêtées affirment que les enfants sont confrontés aux menaces liées aux enlèvements d'enfants, recrutement d'enfants, attaques physiques, meurtres qui sont perpétrés par les bandes et groupes armés non étatiques.

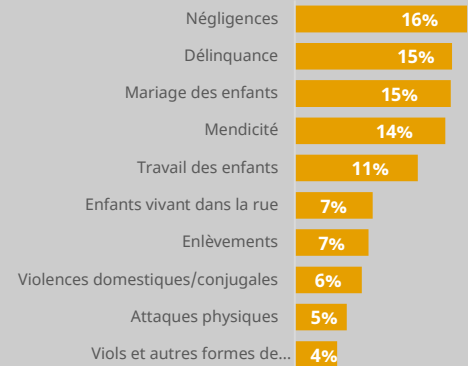
Selon les données rapportées par le monitoring en août, 92 enfants ont été victimes directes d'incidents sécuritaires et de protection dont 43 garçons et 49 filles contre 60 enfants au mois de juillet. Les incidents les plus graves ayant touché les enfants sont principalement les enlèvements d'enfants (11 cas dont 5 garçons et 6 filles), viols sur mineurs (4 cas toutes des filles), agressions physiques/sexuelles (23 cas dont 14 filles et 9 garçons), meurtres (2 cas de garçons). L'âge des victimes est compris entre 06 et 14 ans. Le graphique ci-contre fait état en outre de négligence 16%, la délinquance 15%, le mariage d'enfants 15% etc.

Face à cette situation alarmante à laquelle les enfants sont confrontés, 54% des personnes enquêtées affirment que les enfants n'ont pas accès aux services de prise en charge contre 41% au mois de juillet. 58% des services accessibles sont des consultations médicales, 21% des activités de préventions et de sensibilisations, 3% de gestion des cas, 12% de distributions de kits NFI ou de dignité.

L'analyse comparative des données des mois de juillet et août ressort une baisse sensible des services disponibles et accessibles aux enfants au sein des communautés. A titre illustratif, en juillet 66% des services accessibles aux enfants étaient des consultations médicales contre 58% en août, 4% la gestion de cas en juillet contre 3% au mois d'août. Cela illustre la faible présence des acteurs/mécanismes de protection de l'enfant sur le terrain, l'impact continu de la crise sécuritaire ainsi que le gap en matière de protection de l'enfant que cela induit.

Le mauvais fonctionnement des structures communautaires de protection des enfants du fait de l'instabilité des membres (mouvements multiples de populations), les menaces sécuritaires sur les membres actifs sont entre autres facteurs évoqué lors des entretiens. L'accès limité aux services appropriés aux enfants et la faible présence des acteurs de protection de l'enfant qui aggravent les risques de protection des enfants surtout dans le contexte actuel.

Principaux incidents de protection



VII. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG)

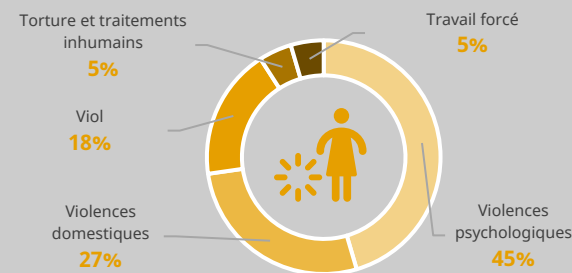
La problématique des violences basées sur le genre reste une préoccupation majeure de protection dans un contexte de crise multidimensionnelle aiguë. 23% des personnes enquêtées affirment avoir constaté une augmentation du nombre de cas de VBG au sein de leur communauté au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête contre 19% en juillet.

Les sources du monitoring de protection ont rapporté 65 incidents de protection en lien avec les VBG au niveau des quatre régions suivies contre 52 incidents au mois de juillet. Ces incidents sont entre autres les viols/agressions sexuelles y compris sur mineurs, les agressions physiques, les mariages d'enfants et les violences domestiques.

Les principaux problèmes ayant affecté les femmes et les filles au mois d'août sont entre autres les violences psychologiques 45%, violences domestiques 27%, viol 18%, le travail forcé 5% et tortures 10%. 39% des personnes enquêtées estiment que les survivant(e)s ont accès aux services médicaux, du reste et selon leurs dires, pas suffisamment satisfaisants.

Les résultats des entretiens avec les ménages ressortent que la précarité socioéconomique au sein des communautés et les mouvements multiples de populations continuent d'exacerber les risques liés aux VBG (violences domestiques, viols, sexes de survivies etc). Il a été révélé aussi lors des entretiens avec les informateurs clés que très peu ou pas de structures communautaires de préventions et d'orientation de cas de VBG sont fonctionnelles dans les zones.

Principaux types de VBG



VI. MESSAGE CLE

Dans le contexte d'incertitude qui prévaut au Niger, en lien avec la crise sociopolitique/sécuritaire avec les défis humanitaires auxquels s'ajoutent les restrictions/suspensions d'activités humanitaires dans les zones d'interventions militaires annoncées, il est primordial d'anticiper sur les mesures de mitigation des risques de protection et de maintenir les différents canaux de communication/renforcement des communautés (structures communautaires de protection) dans le cadre de l'engagement communautaire.

ⁱ Tableau de bord humanitaire, janvier-juin 2023, OCHA

ⁱⁱ **Le Peace Building Fund ou Fonds des Nations unies pour la Consolidation de la paix (PBF)** vise à créer des opportunités d'emploi, en traitant des facteurs de conflit et en renforçant le dialogue entre les structures étatiques et les communautés, au moyen de dialogues ouverts à tous les membres des communautés, notamment les femmes et les jeunes qui sont souvent exclus, laissant ainsi leurs préoccupations souvent ignorées.